

Chas Freeman : la menace génocidaire de Trump et le risque croissant de guerre nucléaire

L'ambassadeur Chas Freeman a été ancien secrétaire adjoint à la Défense, recevant les plus hautes distinctions de service public du Département de la Défense pour son rôle dans la conception d'un système de sécurité européen centré sur l'OTAN après la guerre froide et dans le rétablissement des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite pendant les opérations Desert Shield et Desert Storm. Lire le Substack de Chas Freeman : <https://substack.com/@chasfreeman662157> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivre le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenir les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Acheter des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons l'ambassadeur Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint américain à la Défense, et ancien ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite. Ravi de vous revoir. Ravi de vous revoir, Glenn. Les dirigeants du monde entier se réunissent actuellement à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies. Le président iranien s'est adressé à l'ONU, affirmant que son pays restait ouvert à la diplomatie, mais qu'il ne négocierait pas sous la contrainte. La situation est donc intéressante. On dirait que les États-Unis et l'Iran parlent toujours de diplomatie, alors qu'en même temps, certains signes indiquent une escalade militaire. Les signaux sont très contradictoires. Je me demandais donc... D'après ce que je comprends, et corrigez-moi si je me trompe, les Iraniens semblent dire qu'ils seraient disposés à rouvrir le détroit d'Ormuz sous administration iranienne, si les États-Unis lèvent leur blocus, débloquent les avoirs iraniens et si, plus largement, les guerres prennent fin. Ce qui pourrait être une exigence importante pour l'administration Trump. Comment voyez-vous l'évolution de la situation ?

#Chas Freeman

Eh bien, vous avez raison. Les Iraniens ont dit qu'ils pourraient rouvrir le détroit en sept jours, dans le cadre de l'accord qu'ils ont négocié avec les Omanais. Cet accord n'a pas encore été approuvé par le Conseil de coopération du Golfe dans son ensemble. Mais je pense qu'ils sont dans une position très difficile et qu'ils devront accepter ce qui sortira d'ici. La fin du blocus américain est bien la

principale condition à la réouverture du détroit. Mais le reste de la région reste en suspens. Je pense que les Iraniens sont les seuls médiateurs logiques entre Ansar Allah, au Yémen, et les Saoudiens. Mais la question est de savoir si les Saoudiens pourront se résoudre à recourir à cette médiation.

Mohammed ben Salmane est un homme irascible, quelque peu impétueux, comme il l'a montré à de nombreuses reprises — et pas vraiment à son avantage. Il semble avoir répondu à l'escalade d'Ansar Allah par sa propre contre-escalade. Ils travaillent très activement à reconnecter le pétrole de la province orientale à la mer Rouge, via l'oléoduc Est-Ouest, qui a été détruit, semble-t-il, par des milices irakiennes, des milices chiites alignées sur l'Iran. Ont-elles agi en coordination avec Ansar Allah ou avec l'Iran ? Nous ne le savons pas. Mais nous assistons désormais à des attaques menées par Ansar Allah. C'est, bien sûr, la confédération générale dont les Houthis constituent l'élément principal. Mais ils sont loin d'en être les seuls membres.

Je pense donc qu'il est sans doute préférable de considérer Ansar Allah comme un instrument qui façonne la politique au Yémen. Ils bombardent désormais Riyad. Cela soulève de sérieuses questions sur l'aide que l'Arabie saoudite peut attendre de ses soutiens. Qu'il s'agisse de ses anciens soutiens, comme les États-Unis, qui ont refusé de les aider au motif, je pense, que Donald Trump ne veut pas d'une nouvelle guerre avant les élections de mi-mandat. Je ne sais pas ce qu'il fera après ces élections. Et sur cette question, ils ne reçoivent pas non plus d'aide ouverte de leurs nouveaux soutiens, les Pakistanais et les Turcs. Cela est clairement considéré comme étant hors du cadre des accords de sécurité coopérative qu'ils ont mis en place, et dont nous ne savons pas encore totalement comment la nature évoluera.

Enfin, vous avez tout à fait raison : aux Nations unies, Donald Trump a, je pense que c'est le seul mot qui convient, ouvertement menacé d'« anéantir » l'Iran. Et il l'a fait devant l'Assemblée générale des Nations unies, qui est l'organe principal chargé de préserver la paix et d'empêcher l'anéantissement de nations de cette manière. Le président iranien, Rouhani, a apparemment écarté le texte qu'il avait préparé pour prononcer autre chose. Le point essentiel, je pense, était précisément celui que vous avez cité, Glenn : l'Iran ne négociera pas sous la contrainte ni sous la pression. Mais il est ouvert à des discussions fondées sur l'égalité souveraine.

Ce n'est pas nouveau. Le président Rouhani a bien réaffirmé, en gros, que l'Iran ne cherchait pas à se doter de l'arme nucléaire. Il n'a pas dit qu'ils n'en fabriqueraient pas. Il a dit qu'ils poursuivraient le programme nucléaire civil auquel ils ont droit au titre du Traité sur la non-prolifération, qu'il n'a pas mentionné, et que l'Iran n'avait pas l'intention de fabriquer une arme nucléaire, je crois que c'est ce qu'il a dit. Donc, c'est un léger recul. Et de toute évidence, l'Iran a reçu tous les prétextes imaginables pour se doter d'une dissuasion nucléaire. Je suppose que cela explique la légère modification dans les termes qu'il a employés. Mais, au fond, c'est une impasse. En ce moment, c'est une guerre d'usure économique.

Nous nous dirigeons vers les élections de mi-mandat. Le Parti républicain commence à montrer des signes de dissension vis-à-vis de Donald Trump. Il rompt avec la tradition récente qui consistait à se

comporter comme une secte. Il commence réellement à agir comme une coalition d'individus partageant une idéologie commune, mais qui ne sont pas inféodés à la personnalité dominante de leurs rangs. C'est donc très intéressant. Je dirais que l'administration Trump... enfin, Donald Trump, lorsqu'il s'est exprimé devant les Nations unies, a répété plusieurs fois : « Je ne me présente pas à ces élections. » Cela signifie qu'il sait très bien qu'il va être profondément embarrassé par les résultats des élections de mi-mandat, et qu'il souhaite s'exonérer des conséquences.

Je ne pense pas qu'il puisse y parvenir. Et quand il dit que la guerre avec l'Iran prendra fin après les élections de mi-mandat, tout en y associant une menace d'anéantissement, il est très difficile de ne pas conclure qu'il envisage l'emploi d'armes nucléaires. Et si c'est le cas, ce serait le crime contre l'humanité le plus grave qu'il ait commis. On peut toutefois tirer un peu de réconfort du fait qu'il est bien connu pour proférer des menaces extravagantes, puis ne pas les mettre à exécution. Nous verrons bien. Mais nous sommes à un moment où beaucoup de choses tournent mal pour les États-Unis, notamment en Asie occidentale.

#Glenn

À propos de cette dissidence, donc. Encore une fois, certaines personnes s'éloignent du culte et commencent un peu à résister. J'ai aussi entendu davantage de voix dire qu'il faut mettre fin à cette guerre contre l'Iran. Mais je me demande si ces responsables politiques sont prêts à en accepter le prix, au fond. Car c'était un pari dangereux, et ça a été un échec. Mais je pense aussi que, vous savez, si l'objectif global de l'Iran est d'éliminer la menace persistante qui pèse sur lui, c'est-à-dire la présence des États-Unis dans la région... Ou plutôt, pour le reformuler, l'architecture de sécurité régionale dans son ensemble est essentiellement une alliance anti-iranienne.

Donc, si vous voulez vous débarrasser de ça, vous chercherez à détruire les bases américaines. Vous chercherez à inciter les États du Golfe à diversifier leurs partenariats étrangers, et à contrôler le détroit d'Ormuz. Mais peut-on encore s'opposer à cette évolution générale ? Parce que je ne suis pas certain qu'on sache déjà vraiment quelle est l'ampleur des dégâts causés aux bases américaines, si elles peuvent être reconstruites, ou même si quelqu'un voudra financer leur reconstruction. Mais, selon vous, y a-t-il une prise de conscience que ce que veulent les Iraniens n'est pas inévitable, mais qu'il faut au moins avancer dans cette direction ? Qu'on ne peut pas revenir à l'ancien statu quo ?

#Chas Freeman

Je ne pense pas qu'il y ait la moindre possibilité que ces bases soient reconstruites. D'abord, ce ne sont pas des bases américaines. Ce sont des bases des pays où elles se trouvent, mises à la disposition des États-Unis. Une grande partie des constructions sur ces bases — presque toutes, en fait — a été financée par les États-Unis, pour des objectifs américains. Mais, comme nous l'avons déjà évoqué, les États-Unis ont démontré qu'ils étaient incapables de défendre ces pays à partir de ces bases. Ces bases sont désormais largement perçues comme des incitations à l'attaque, plutôt que comme des instruments de défense. Les États-Unis ont aussi démontré leur incapacité à

contenir Israël dans la région. Et, au fond, l'utilité de la présence américaine pour ces pays dépend de la capacité des États-Unis à les défendre — une capacité qui n'est plus crédible — ainsi que de leur capacité à s'opposer aux actions israéliennes, qui n'est plus crédible non plus.

Demandez aux Qataris ce qu'ils en pensent. Ils ont subi une attaque à Doha contre les négociateurs du Hamas. Et l'autre point, c'est que ces bases servent, en réalité, presque entièrement un intérêt américain : projeter sa puissance contre l'Iran. Les pays du Golfe ne partagent cela, aujourd'hui, que par désir de vengeance. Ce n'est pas une stratégie à long terme pour eux. Ils doivent donc faire la paix avec l'Iran. Les sénateurs américains, et d'autres responsables qui commencent à s'opposer à la guerre, qui commencent à critiquer Donald Trump et son entourage très incompetent pour avoir commis une grave erreur stratégique en lançant cette guerre avec Israël, peut-on compter sur eux pour accepter que les États-Unis doivent payer le prix de l'échec ? C'est une question ouverte.

Il y a, bien sûr, l'éléphant dans la pièce : l'influence du lobby sioniste. Pour une raison ou une autre, Israël veut un changement de régime en Iran. Apparemment, il croit, assez naïvement, qu'un changement de régime produirait à Téhéran un gouvernement moins nationaliste et moins affirmé. Je ne vois aucun fondement à cette affirmation. En réalité, je pense que c'est tout le contraire qui s'est produit. Il y a eu un changement de régime, qui a écarté un gouvernement plus prudent, opposé au développement d'armes de destruction massive, et qui réagissait de manière plutôt passive face aux provocations israéliennes répétées. Ce gouvernement a été remplacé par un gouvernement fermement opposé à la fois aux États-Unis et à Israël, et qui poursuit précisément l'objectif que vous avez évoqué : faire partir la présence américaine de la région.

Donc, je pense que, pour juger les responsables politiques aux États-Unis, et peut-être aussi dans d'autres pays, il faut comprendre qu'ils ne veulent jamais payer le prix de quoi que ce soit. C'est pour ça qu'ils s'appuient sur les sanctions. C'est une manière de faire porter à quelqu'un d'autre le coût d'une action, tout en prétendant avoir agi. Alors qu'en réalité, tout ce qu'ils ont fait, c'est prendre des postures. Et les sanctions ne produisent jamais le changement de régime qu'elles sont censées provoquer. Alors, je ne sais pas. Les responsables politiques américains ont-ils une colonne vertébrale ? Peut-être sont-ils une forme de vie invertébrée qui vit à la campagne, très douée pour agiter les bras, prendre des postures et éluder les choses, mais incapable de soulever quoi que ce soit ou de faire quoi que ce soit.

Je ne sais pas. Enfin, on le verra à l'approche des élections de mi-mandat : on saura à quel point tout cela est sérieux. Il semble qu'il y ait une tendance de fond, assez large. On parle des républicains qui rompent avec Trump, et ils sont de plus en plus nombreux. Mais il y a aussi des démocrates, les Socialistes démocrates d'Amérique, et des progressistes. Aujourd'hui, une profonde hostilité se manifeste envers Israël, envers les politiques qu'il défend en Asie occidentale, et envers l'implication des États-Unis dans ces politiques. Je pense donc que c'est un moment politique intéressant. Mais pour répondre à votre question, je ne suis pas certain que les responsables politiques américains aient le courage de faire quoi que ce soit.

#Glenn

Mais ce qui est préoccupant, c'est, eh bien, ce à quoi vous faisiez déjà référence. C'est-à-dire que Trump peut se tenir là, devant les nations du monde, et déclarer la destruction d'une civilisation, ou son intention de le faire, sans susciter que le silence, sans aucune opposition. Personne ne veut le mettre en colère. Je veux dire, cela doit être très encourageant pour Trump de pouvoir se tenir sur cette tribune et appeler à la destruction d'une nation sans rencontrer la moindre résistance. Et pendant que je repense à ce que vous disiez, vous savez, sur certains possibles sous-entendus concernant l'usage d'armes nucléaires, c'est-à-dire que si un...

Si les choses ne tournent pas comme il le souhaite en Iran, et qu'aucune des conditions ne semble réunie pour y obtenir un succès significatif, quelle probabilité donnez-vous à ce scénario : qu'il puisse envisager de recourir à l'arme nucléaire ? Au fond, cela correspondrait à son profil, j'imagine. Toute cette idée de restaurer la puissance américaine par une force écrasante, afin d'affirmer sa domination et sa capacité de dissuasion. Donc, là encore, utiliser l'arme nucléaire pour écraser les Iraniens.

#Chas Freeman

Eh bien, permettez-moi de faire plusieurs remarques. Je pense que Donald Trump a correctement perçu le zeitgeist, l'esprit de notre époque, qui est génocidaire. En gros, il annonce son intention de commettre un génocide contre le peuple iranien. Et les gens restent là, sans rien dire. Pourquoi ne disent-ils rien ? D'abord, ils le voient peut-être comme un personnage comique, ou tragi-comique, qui a l'habitude de fanfaronner sans aller jusqu'au bout. Alors, ils ne le prennent peut-être pas au sérieux. Mais je pense qu'il y a toutes les raisons de le prendre au sérieux. Car Donald Trump est, selon moi, une brute qui ne respecte que deux types de personnes ou de nations. Le premier, ce sont les puissants. Or, aux États-Unis, il fait face à un lobby sioniste très puissant, qui reste déterminé à détruire l'Iran.

Et, par l'intermédiaire de ce lobby, il est soumis aux donateurs de ce lobby, qui suivent les signaux et les directives du gouvernement fasciste israélien. Et le deuxième type de personnes qu'il respecte, ce sont celles qui peuvent le faire chanter. Et les Israéliens ont apparemment cette capacité. Les dossiers Epstein sont l'une des plusieurs raisons pour lesquelles Mike Johnson, le président de la Chambre des représentants, a levé la séance de manière anticipée, jusqu'après les élections de mi-mandat. L'autre raison, c'est qu'il semblait très probable que la proposition de Thomas Massie d'engager une procédure de destitution, avec huit chefs d'accusation contre le secrétaire à la Défense — ou plutôt le secrétaire à la Guerre autoproclamé — Hegseth, allait être adoptée. Mais les procès Epstein faisaient aussi partie de tout cela.

Il en allait de même pour plusieurs autres sujets. On voit donc que le président de la Chambre des représentants, qui est probablement le moins indépendant de tous ceux qui ont occupé cette fonction dans notre histoire, est néanmoins conscient que l'emprise de Trump sur la faible majorité

républicaine à la Chambre et sur la majorité plus large au Sénat est en train de lui échapper. Alors, que va faire Donald Trump ? Que fait-il lorsqu'il est confronté à une réalité intolérable qu'il choisit de nier ? De nombreux éléments montrent qu'il est capable de faire volte-face et d'abandonner les menaces qu'il a proférées. Mais d'autres éléments indiquent aussi qu'il les mettra à exécution. Regardez la décapitation du Venezuela, l'invasion de ce pays. Regardez les guerres, deux guerres, lancées par Trump contre l'Iran, en partenariat avec Israël.

Une l'an dernier, en juin, et une cette année, le vingt-huit février. Donc, je ne peux pas exclure cette possibilité. Ce que je dirai, c'est que je pense que l'armée américaine s'y opposera avec une force considérable. Est-ce que ce sera suffisant pour provoquer, en pratique, une grève sur le tas, une résistance passive, une forme de mutinerie, ou un coup d'État suscité de l'extérieur ? Je ne le sais pas. L'armée américaine, malgré les efforts de Pete Hegseth pour la politiser et en faire un instrument du nationalisme blanc et du nationalisme chrétien, reste profondément imprégnée de constitutionnalisme. Elle demeure attachée à l'idée que les ordres illégaux doivent être refusés. Donc, je ne sais pas ce qui se passerait. Mais je ne pense pas qu'on puisse exclure la possibilité que les menaces de Donald Trump soient à la fois sincères et destinées à être mises à exécution.

#Glenn

Eh bien, encore une fois, s'il y avait une certaine opposition, vous voyez... Mais disons qu'il teste le terrain. On peut l'interpréter de différentes façons. Ce pourrait n'être que de la fanfaronnade. Vous savez : voilà l'accord, acceptez-le, sinon nous vous anéantirons. C'est une tactique de négociation. Mais il peut aussi tester le terrain. Que se passerait-il s'il utilisait des armes nucléaires pour exterminer un pays, ou l'anéantir, pour reprendre exactement ses mots ? Et il n'y a rien. Pas même une critique modérée de la part de l'un de ses alliés.

#Chas Freeman

Je veux dire, personne ne veut... Nous vivons à une époque où un génocide au grand jour n'est pas seulement commis par Israël en Palestine, mais aussi revendiqué avec fierté. La même chose se produit maintenant au Liban. Qui fait quoi que ce soit face à tout ça ? Vous savez, je veux dire, les gens ne s'en désolent même pas. Ils restent là, à le tolérer en silence. L'intolérable est devenu tolérable, et Donald Trump est l'incarnation de l'intolérable.

#Glenn

Eh bien, l'une des raisons pour lesquelles, à mon avis, vous savez, même les... enfin, pas seulement les responsables politiques américains, mais aussi les Européens — appelons-les des alliés — ne réagiraient pas, ou pourraient même, en cas d'utilisation d'armes nucléaires, trouver des excuses ou détourner le regard, c'est le changement de l'ordre mondial. Je veux dire, si cela pouvait essentiellement inverser le déclin relatif, non seulement des États-Unis, mais aussi de l'Occident politique, qui s'éloigne de cette position hégémonique... position qui, soyons honnêtes, est déjà

perdue. Mais quels sont ces changements plus larges ? Pour changer un peu de sujet : ces évolutions vers un ordre post-hégémonique, ou vers un Moyen-Orient post-américain... même si nous allons dans cette direction, qu'est-ce qui, selon vous, préoccupe le plus l'establishment politique ?

#Chas Freeman

Eh bien, rappelons que Donald Trump n'est pas le seul à menacer implicitement d'utiliser des armes nucléaires. Vladimir Poutine l'a fait assez souvent. Ou, du moins, Dmitri Medvedev l'a fait au nom du gouvernement russe. Et, bien sûr, les Russes n'ont pas utilisé d'armes nucléaires. Les États-Unis restent le seul pays à les avoir jamais utilisées dans un conflit armé. Mais je pense qu'il faut reconnaître que de nombreux tabous, y compris cette aversion pour le nucléaire, sont mis à mal. Ce qui s'est produit dans l'ordre mondial, et particulièrement dans la relation transatlantique, qui a été si longtemps au cœur des affaires du monde, c'est que les États-Unis sont passés du rôle de protecteur à celui de prédateur.

Et nous avons un gouvernement prédateur, qui affirme aujourd'hui une doctrine de sphères d'influence, une forme extrême de sphères d'influence dans l'hémisphère occidental. Et qui, en gros, cherche à exercer une sphère d'influence à l'échelle mondiale face à l'Iran, à la Corée du Nord, à la Russie, et cetera, à la Chine, de manière moins affirmée. Mais regardez : ce que je fais d'une partie de ma vie... J'ai passé trente ans au service de mon gouvernement. À l'époque, avant Donald Trump, c'était garanti que cela vous appauvrirait. Aujourd'hui, apparemment, c'est une source de richesse, puisqu'il n'a jamais rencontré un conflit d'intérêts qu'il ne considère pas comme une occasion de faire du profit. Mais moi, vous savez, je suis sorti de mes trente années de service sans un sou. Et depuis, j'y consacre ma vie. C'était il y a assez longtemps. Trente-trois ans, je crois. C'est bien ça ? Oui, trente-deux ans depuis la fin de mon service.

Je consacre mon temps à des activités commerciales, avec des amis et des collègues très proches. Et je peux vous le dire : en affaires, ce qu'on veut avant tout, c'est de la prévisibilité. Eh bien, il n'y en a pas. Vous commencez à conclure, entre guillemets, un « accord », c'est-à-dire à faire une transaction ou à établir une relation, d'une manière ou d'une autre, entre les États-Unis et une entité étrangère, une entreprise ou un particulier. Parce que je ne fais plus ce genre de choses : je ne fais pas de lobbying, je ne m'occupe plus de relations entre gouvernements. J'ai fait ça pendant trente ans. Aujourd'hui, j'essaie de gagner de l'argent en développant des projets dans les affaires. Vous commencez à faire cela, et puis soudain, il y a un décret présidentiel ou une mesure étrange adoptée par le Congrès, fondée sur l'idée que les États-Unis seraient, d'une certaine façon, le gouvernement du monde. Et ça fout tout en l'air. Alors, quel est l'ordre mondial aujourd'hui ? Il frôle l'anarchie. Il n'y a aucune prévisibilité.

Qu'est-ce qui va sortir de tout cela ? Je pense qu'on voit déjà, en partie, ce qui va en émerger, en Asie occidentale. Nous avons déjà parlé de l'entente tripartite. C'est un mot que nous avons perdu, comme beaucoup de termes diplomatiques. C'est un mot français qui désigne un partenariat limité,

pour un objectif ou des objectifs limités, parfois sur une durée limitée. Cette entente entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie constitue le noyau, la pièce maîtresse d'un système en train d'émerger. Selon eux, il devrait, espérons-le, remplacer les États-Unis comme garant de la stabilité en Asie occidentale. Garant contre qui ? En partie contre Israël et son projet de Grand Israël. En partie, peut-être, contre l'Iran. Mais, d'un autre côté, l'Iran pourrait en faire partie, puisqu'il partage bon nombre des objectifs de ce groupe.

Peut-être qu'à mesure qu'il s'élargira, il inclura non seulement des pays comme le Qatar, qui aspirent ouvertement à le rejoindre, mais aussi l'Iran, qui a exprimé son approbation de l'entente tripartite. C'est donc ce que nous voyons. D'une certaine manière, je pense que c'est comparable au rôle de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Elle a comblé le vide en Asie du Sud-Est, causé par la défaite américaine en Indochine, grâce à un dispositif de sécurité coopératif. Ce dispositif est en dialogue avec les grandes puissances : les États-Unis, l'Union soviétique, aujourd'hui la Fédération de Russie, l'Union européenne, ainsi que des grandes puissances de la région, comme le Japon et la Corée du Sud. Nous voyons donc ce phénomène émerger dans plusieurs endroits.

En Amérique latine, il y a une fracture entre les pays qui ont rejoint le camp de Trump — quelques gouvernements de droite — et ceux qui sont associés au Brésil, au Pérou et à d'autres pays qui ne sont pas dans ce camp-là. L'ordre mondial qui était d'abord maintenu par la guerre froide, par ce monde bipolaire qui reliait tout à Moscou et à Washington, ainsi que par leurs interactions, a disparu. Cet ordre obligeait chaque pays du monde à définir sa position géopolitique selon la puissance tutélaire qu'il soutenait ou à laquelle il s'opposait. Aujourd'hui, nous voyons émerger des ordres régionaux, précisément conçus pour atteindre une autonomie stratégique. En Europe, pour l'instant, ce ne sont que des paroles. Les Européens semblent apprécier leur soumission à Washington. Si vous en doutez, regardez le secrétaire général de l'OTAN et ce qu'il fait.

Mark Rutte joue un numéro de flagornerie assez remarquable quand il rampe devant Trump. Mais il exprime peut-être, sous une forme particulièrement ridicule, une tendance européenne. Car, dans les faits, la plupart des pays européens s'inclinent devant Washington. Mais est-ce que cela peut durer ? Je ne le pense pas. Entre autres choses, je vois la guerre en Ukraine tourner très nettement au détriment de l'Ukraine. Et il est possible que l'Ukraine devienne un État défaillant, avec un territoire réduit, un accès réduit à l'économie mondiale, et sans remplir les conditions pour entrer dans l'OTAN ou dans l'Union européenne, ce à quoi elle aspire. L'ordre européen est mûr pour être réorganisé. Le kaléidoscope pourrait encore se secouer et le réorganiser. Enfin bref, vous avez posé une question compliquée. C'est apparemment le seul genre de questions que vous savez poser. Alors je vous ai donné une réponse compliquée.

#Glenn

Oui, pourquoi faire trop simple ? Enfin, non, je suis d'accord. Je suis d'accord avec ce que vous avez dit. Je veux dire, avec Rutte... Je pensais que Stoltenberg avait été un désastre absolu, mais Rutte semble être, vous savez, encore pire. Et si vous regardez beaucoup d'États européens, ils essaient

de se laver les mains de la guerre contre l'Iran. Au début de la guerre, on avait l'impression que beaucoup d'entre eux ne seraient pas contre l'idée de s'y joindre. Mais Trump s'est montré assez méprisant à ce sujet. Mais c'était à l'époque où ils étaient optimistes quant à leur capacité à vaincre et à détruire l'Iran. Maintenant, ils veulent s'en laver les mains. Et, en même temps, Rutte, lui aussi, veut vendre l'Europe aux Américains. Donc il essaie de ménager la chèvre et le chou. D'un côté, les Européens n'ont aucun rôle. Mais de l'autre, il est là à dire : « Écoutez, vous avez besoin de nous. Nous démultiplions vos forces. Cinq mille avions ont décollé d'Europe dans la guerre contre l'Iran. » Et soudain, il prend... Donc l'OTAN participe désormais à la guerre contre l'Iran. C'est ce qu'il a dit. On ne peut pas l'interpréter autrement. Donc...

#Chas Freeman

Il avance cette affirmation, qui est franchement absurde. Le fait que les États-Unis disposent en Europe de ce que l'armée américaine appelle des « nénuphars », c'est bien connu. Je veux dire, Ramstein, à Francfort, est une immense base à partir de laquelle les États-Unis projettent leur puissance vers l'Asie occidentale. Mais, vous savez, certains Européens posent la question très directement : ces bases servent-elles à défendre l'Europe, ou à projeter la puissance américaine vers le Moyen-Orient, vers l'Asie occidentale ? Il semble que ce soit la deuxième option. Et les États-Unis n'utilisent plus ces bases pour projeter leur puissance contre la Russie en Ukraine. En réalité, le rôle américain en Ukraine s'est réduit à un soutien en matière de renseignement et de technologie pour les Ukrainiens. Et le fardeau a été confié aux Européens, qui ne semblent rien avoir à y mettre. Quoi qu'il en soit, je pense que Mark Rutte, oui, il est plus grand que Stoltenberg. Mais c'est la seule chose positive que je puisse dire de lui dans ce contexte.

#Glenn

Vous êtes plein de compliments. Enfin, bon... Vous savez, malgré toute la folie qui vient de Trump, si vous avez aussi vu les discours des Européens, il y a cette panique, cette colère, ce désir apparent d'entrer en guerre avec la Russie. Je veux dire, nous avons aussi notre lot de dingues sur ce continent. Mais, à propos de ce que vous disiez sur l'objectif des États-Unis en Europe : est-ce de nous protéger, ou de projeter leur puissance ? Et là encore, Rutte est assis entre deux chaises. Il doit dire aux Européens : « Bon, les Américains assurent notre sécurité. Ils nous défendent. Le monde est rempli de Chinois et de Russes. Ils doivent nous aider. » Et aux Américains, il vend l'idée suivante : « Écoutez, nous sommes la rampe de lancement vers l'Iran et n'importe où ailleurs, contre qui que vous vouliez attaquer. » Donc, c'est un peu compliqué. Mais cela m'amène à ma question sur la manière dont vous voyez la stratégie américaine globale ici, parce que...

On a l'impression que les États-Unis cherchent, dans ce nouveau monde multipolaire, ou multinodal, à se tailler certaines zones d'influence exclusive. Vous savez, si on ne peut pas rivaliser, pourquoi pas ? On l'a vu d'abord avec ce qu'il appelle la doctrine Monroe, dans l'hémisphère occidental. C'était en quelque sorte l'accord concernant le Venezuela. Il a beaucoup insisté là-dessus : les Russes et les Chinois dehors. Maintenant, c'est notre monopole. Et puis il y a l'accord sur le Groenland. Cela

signifiait aussi, en substance, que les pays non membres de l'OTAN ne sont pas autorisés à y faire des affaires, ni à extraire des ressources énergétiques. Donc, là encore, ce devrait être un domaine américain. Pas une annexion complète — enfin, pas une annexion du tout — mais le fait d'en faire une zone d'influence très exclusive. Est-ce que vous pensez que ce sera aussi le modèle pour le Moyen-Orient ? Parce que cela impliquerait d'en chasser les Russes et les Chinois, et de neutraliser l'Iran. Je ne vois pas très bien comment cela pourrait être réalisé.

#Chas Freeman

Eh bien, le Groenland, c'est une chose. Félicitations aux Danois d'avoir préservé leur souveraineté tout en acceptant certaines limitations compatibles avec cette sphère d'influence. Une sphère d'influence, au fond, c'est un arrangement par lequel une puissance dominante impose certaines restrictions précises sur le territoire souverain d'un autre pays. Et, en général, cela vise à en exclure des tiers. Je pense qu'on peut, ce qui est intéressant, regarder le monde à travers le prisme des sphères d'influence après l'effondrement de l'Union soviétique, remplacée par une Fédération de Russie faible et désordonnée, ainsi que dans les États nouvellement indépendants des pays baltes, d'Asie centrale, d'Ukraine et du Caucase.

Les États-Unis ont, en gros, affirmé une sphère d'influence mondiale, comme je l'ai dit. Autrement dit, nous nous réservons le droit de mettre notre veto aux décisions de n'importe quel gouvernement, partout dans le monde, à l'exception de la Corée du Nord, de l'Iran, de la Fédération de Russie et de la Chine, qui sont apparemment trop puissants et trop récalcitrants pour qu'on les malmène. Je pense que nous avons reculé sur ce point, et que nous reculons partout, y compris en Europe. En Europe, ce repli n'est que partiel. Je pense qu'en Asie occidentale, il sera quasiment total. Et nous nous replions vers l'hémisphère occidental.

Et puis il y a cette vieille idée américaine, qui relevait davantage de l'aspiration que de la réalité au dix-neuvième siècle : dominer notre hémisphère, c'est-à-dire l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Ou, au moins, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Nord, y compris le Mexique et le Canada. C'était une aspiration. Nous n'avions pas le pouvoir de l'imposer, alors la marine britannique l'a gentiment fait pour nous. Mais la marine britannique n'est plus ce qu'elle était, et la marine américaine non plus. Et je ne pense pas que notre emprise sur l'hémisphère soit aussi forte que nous l'imaginons. Ou plutôt, que l'administration Trump l'imagine. Le principal partenaire commercial de presque tous les pays de la région, ce ne sont pas les États-Unis, mais la Chine. Le Mexique, bien sûr, fait exception.

Et donc, eh bien, ils comptent aussi dans quelques autres pays. Mais le principal partenaire commercial, c'est la Chine. L'Union européenne n'est pas très loin derrière, dans bien des cas. Les liens entre l'Amérique du Sud et l'Afrique se renforcent. Il y a l'Afrique lusophone : l'Angola, le Mozambique en particulier, São Tomé-et-Príncipe, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert. Vous savez, ce sont tous des pays lusophones qui se tournent désormais vers le Brésil. Ce qui est intéressant, c'est que le Brésil a autrefois été le centre de l'Empire portugais. Vous savez, après Napoléon, le

gouvernement portugais s'est installé à Rio de Janeiro, où il est resté pendant la majeure partie du dix-neuvième siècle. Une situation très intéressante et unique, où la métropole se déplace vers la colonie.

Et puis, enfin... ça me ramène à votre remarque sur les Européens qui fanfaronnent à propos de la guerre, alors qu'ils n'ont aucune capacité à la mener avec succès. Ils fanfaronnent en s'appuyant sur diverses réinterprétations fictives de l'histoire, qui leur font croire que les Russes sont désespérés à l'idée de conquérir l'Europe occidentale et qu'ils préparent cela. Alors que, comme nous l'avons dit à maintes reprises, l'histoire montre que ce sont les Européens qui envahissent la Russie, et que les Russes les poursuivent jusqu'à chez eux — pas l'inverse. Enfin bref, cela me revient à l'esprit parce que nous parlions un peu de l'Amérique du Sud. J'ai autrefois eu une connaissance très détaillée de l'histoire du Paraguay, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Donc, ne me tenez pas rigueur des détails.

Mais, à un moment dans les années mille huit cent quarante, un dictateur paraguayen a décidé qu'il avait la force spirituelle et militaire de lancer simultanément une guerre contre le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine et la Bolivie. Le résultat, c'est que neuf hommes paraguayens sur dix sont morts. Et à la fin de la guerre, il y avait de la polygamie au Paraguay, parce qu'il n'y avait plus d'hommes. Je ne pense pas que cela arrivera à l'Europe. Certains hommes pourraient apprécier ça. Mais, pour avoir observé des relations polygames dans le monde musulman, je le déconseillerais. En général, les femmes forment une sorte de sororité, se liguent contre le mari et lui rendent la vie absolument misérable. J'espère donc que ce ne sera pas le destin de l'Europe. Mais je pense que l'illusion selon laquelle on est capable de faire des choses insensées dans la guerre est vraiment comparable.

Mais pourquoi les Européens s'imaginent-ils que, s'ils entraient réellement en guerre directe avec les Russes, ils l'emporteraient ? Je ne vois aucun fondement à cela. Et pourquoi ne se demandent-ils pas si l'exclusion de la Russie des instances européennes divise l'Europe d'une manière qui perpétue la guerre et empêche l'émergence de la paix et de la stabilité ? Mais c'est là où ils en sont. Et ils en accusent les États-Unis. Et peut-être que nous sommes responsables. Mais, que nous le soyons ou non, cela n'excuse en rien la mort cérébrale de l'Europe, ses illusions et son manque de réalisme sur le plan géopolitique dans le sous-continent européen. C'est un sous-continent, soit dit en passant. C'est un prolongement de l'Eurasie, un peu comme l'Inde. Seuls les Grecs croyaient que c'était un continent. Et ce sont des gens très rusés : ils ont réussi à nous persuader tous que c'était vrai.

#Glenn

Oui, non, les Européens font face à de nombreux défis aujourd'hui. Pourtant, ils préfèrent se battre contre des moulins à vent, en consacrant toute leur énergie, vous savez, à s'opposer à la Russie. Alors que cela pourrait justement les aider à trouver une nouvelle approche. Sur cette question de ne pas être un continent, j'ai moi-même écrit un livre, publié à Paris il y a six ans, intitulé « L'Europe, péninsule occidentale de la Grande Eurasie ». C'est aussi ce que je défendais. Dans quelle mesure cela ne doit pas forcément être une menace. Cela pourrait être une opportunité pour l'Europe, une

opportunité de renouveau et de redressement. Oui, une place dans un monde multipolaire, plutôt que de la combattre bec et ongles, avec pour seule gloire d'être subordonnée aux États-Unis. Je veux dire, au bout du compte, Russell a également écrit, je crois, il y a six ans, que cela exigerait une position de subordination telle qu'elle ignorerait les intérêts nationaux et ne ferait donc que susciter le mépris des Américains, qui ne verraient plus, vous savez, de véritable valeur chez les Européens.

#Chas Freeman

Vous savez, la vision gaulliste d'une Europe allant de Lisbonne à l'Oural avait du mérite. Elle avait du mérite, même si elle était raciste. Et elle supposait que toute personne vivant à l'est de l'Oural était un être humain indésirable. Mais je pense qu'il y a de multiples raisons à un rapprochement entre la Fédération de Russie et le reste de l'Europe, ou à cette extension de l'Eurasie, comme vous le dites — et je suis tout à fait d'accord avec vous. Je suis certain que vous les avez exposées dans votre livre, que je dois malheureusement admettre ne pas avoir lu. Mais parmi ces raisons, il y a les approvisionnements énergétiques, les ressources de toutes sortes, les ressources minières, les ressources humaines, et un espace plus vaste pour s'accomplir, pour cette petite péninsule qui s'avance depuis la masse continentale eurasiatique. Vous savez, à bien des égards, l'Europe est comparable à l'Inde.

Je parle de l'Inde géographique, de l'Asie du Sud, et non du pays. Elle est composée de nombreuses entités, de nombreux États ethnoreligieux. C'est pour cela qu'elle a été le sous-continent le plus sanglant de l'histoire. Les Indiens arrivent en deuxième position. L'Inde a aujourd'hui une structure fédérale imposée par les Britanniques. Elle s'est disloquée quand les Britanniques sont partis. Et la situation est désormais compliquée par la division entre l'Inde et le Pakistan, ainsi que par l'absorption par l'Inde de divers États princiers qui étaient autrefois indépendants. Mais les histoires sont comparables. Et tout le monde le dit : le système fédéral indien est plus complet et plus efficace que les arrangements confédéraux qui existent au sein de l'Union européenne.

Et donc, l'Europe... En tant qu'Américain, quand je regarde l'Europe, elle me rappelle les Articles de la Confédération américaine. Ils ont été rédigés après notre indépendance, une fois que les Britanniques l'avaient reconnue, en mille sept cent quatre-vingt-trois. Ils sont restés en vigueur jusqu'en mille sept cent quatre-vingt-sept, lorsque nous avons adopté notre Constitution actuelle. Ces Articles de la Confédération ne fonctionnaient pas. Et je ne pense pas que l'Union européenne fonctionne. Le fait que les Britanniques s'en soient stupidement dissociés, et que d'autres envisagent d'en faire autant, devrait indiquer aux Européens qu'ils doivent se ressaisir. Mais je ne vois aucun signe qu'ils le fassent. Et je pense qu'ils utilisent les États-Unis et notre statut de superpuissance comme prétexte pour ne pas mettre de l'ordre chez eux en Europe, et aussi pour ne pas mener une relation intelligente avec la Fédération de Russie.

#Glenn

Eh bien, ma dernière question revient encore une fois sur l'Asie de l'Est... pardon, l'Asie de l'Ouest. Si les États-Unis veulent toujours s'y accrocher, ils ont quand même certains problèmes. Il y a notamment l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite, où vous avez été ambassadeur. Elle est elle aussi de plus en plus incitée à suivre une autre voie. Comme vous l'avez dit, si elle veut mettre fin à la guerre au Yémen, elle va devoir, à un moment donné, conclure une forme d'accord avec les Iraniens. Et cela la mettra en désaccord avec les États-Unis. Mais, plus largement — et vous l'avez évoqué — si les États-Unis décident de réduire leur présence, c'est précisément pour cela que le changement dans la répartition du pouvoir est si perturbateur : toute la dynamique se trouve transformée.

Mais la relation entre les États-Unis et Israël devrait elle aussi changer. Parce que, par le passé, on peut soutenir que la recherche de la suprématie mondiale par les États-Unis s'accordait avec celle de leur tête de pont dans la région, Israël, qui, lui, recherchait une domination régionale. Il y avait donc beaucoup d'intérêts qui se recoupaient. Mais si les États-Unis commencent à se retirer — et ils pourraient, là encore, y être contraints — on verrait les intérêts diverger. Aux États-Unis, l'opinion publique à l'égard d'Israël se dégrade davantage, vous voyez. Alors, comment cela pourrait-il fonctionner ? Parce qu'Israël, dans sa forme actuelle, ou du moins avec ses politiques actuelles, on voit mal comment il pourrait tenir. Je veux dire, il ne peut pas affronter toute la région sans avoir les États-Unis derrière lui.

#Chas Freeman

Eh bien, nous l'avons soutenu, mais je ne pense pas que nous continuerons à le faire indéfiniment. Aux États-Unis, la tendance à prendre ses distances avec Israël est très forte. Et pourquoi cela ? Je peux l'expliquer. Je ne pense pas qu'Israël ait été un instrument efficace de la politique américaine dans la région. Bien au contraire. Cela a été un boulet pour nos relations. Pensez-y : la guerre de Suez, au cours de laquelle deux alliés européens des États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ont été humiliés par nous à cause de leur collusion avec Israël ; la guerre de mille neuf cent soixante-sept, quand Israël a lancé une attaque surprise contre ses voisins et créé une occupation en Palestine qui est, à l'heure actuelle, l'élément le plus perturbateur de la vie politique.

Pensez à la guerre de mille neuf cent soixante-treize, et à l'embargo pétrolier qui a touché à la fois les États-Unis et l'Europe, à cause de l'occupation israélienne du Sinaï et du refus de négocier la paix avec l'Égypte. Pensez à la guerre contre l'Iran. Pensez aux souffrances infligées au Liban. Pensez au chaos en Syrie, auquel les États-Unis ont contribué, de connivence avec l'objectif israélien de fragmenter la Syrie, de l'affaiblir et de la soumettre. Israël n'a pas... Vous savez, quand je suis devenu secrétaire adjoint à la Défense, je pensais, comme vous venez de le dire, qu'Israël était un atout stratégique pour les États-Unis. J'ai été choqué de découvrir que les Israéliens ne faisaient aucun exercice avec les États-Unis.

Les exercices sont un élément fondamental dans toute alliance, même dans une entente, parce qu'ils créent de l'interopérabilité. Ils permettent aussi de planifier et de s'entraîner face aux imprévus. Les Israéliens ne voulaient pas faire d'exercices avec nous, parce qu'ils considéraient leurs propres

techniques militaires comme supérieures. Ils ne voulaient pas les révéler aux États-Unis. Et ils craignaient aussi que les États-Unis, qui entretenaient des relations avec des armées arabes, ne divulguent involontairement leurs secrets. Ils avaient donc une raison d'adopter cette position. Mais la raison fondamentale, c'est qu'ils ne sont pas des alliés des États-Unis. Ils n'ont absolument aucune obligation envers nous. Ce sont des clients. C'est un État protégé. Cette protection résulte de l'illusion que vous venez d'évoquer : l'idée qu'ils seraient, d'une certaine manière, un instrument de l'influence américaine dans la région.

Jusqu'à très récemment, on ne pouvait pas quitter Israël par avion pour se rendre dans un autre pays de la région. On n'obtenait pas l'autorisation du contrôle aérien. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, mais ça pourrait le redevenir. Donc, selon moi, la relation entre les États-Unis et Israël repose uniquement sur l'influence et les considérations de politique intérieure. Elle n'a absolument aucun élément stratégique. Vous savez, même les avancées technologiques pour lesquelles Israël est connu — le Dôme de fer, Arrow, la Fronde de David — ont toutes été financées par les États-Unis et développées en coopération avec des scientifiques et des ingénieurs américains. Je le sais, parce que c'est moi qui signais les chèques pour ce genre de choses, quand j'étais au département de la Défense. Donc, vous savez, elles auraient tout aussi bien pu être développées dans le New Jersey. Mais, au fond, elles n'avaient aucune importance pour les besoins de défense américains.

Donc, c'était... Tout cela représente des subventions à Israël. Depuis sa création, les États-Unis ont accordé plus de trois cents milliards de dollars d'aide à Israël, parce qu'il n'est pas viable sans les subventions américaines. Tout cela pour dire que le rempart contre une prise de distance vis-à-vis d'Israël est bien moins solide que beaucoup ne l'imaginent. Et à mesure que le soutien américain au sionisme se retire, Israël risque de se retrouver isolé. Il le sait. Le Premier ministre Netanyahu a fait plusieurs choses pour protéger Israël contre cela. L'une d'elles consiste à chercher à fusionner les forces israéliennes et américaines, pour le développement et la conception d'armes, le partage de renseignements et les achats. L'objectif est de remplacer la vente d'armes par leur coproduction.

Un autre élément, c'est sa déclaration selon laquelle Israël doit devenir une Sparte : une société indépendante, militarisée, autonome et qui ne dépend pas d'un soutien étranger. Je pense que ces deux idées sont des chimères. Mais elles répondent à la compréhension, par un homme politique très doué, du sens dans lequel le vent tourne. Et il ne souffle pas en faveur de la poursuite d'un soutien américain inconditionnel à Israël. Et cela, je pense que c'est tragique. Mais c'est le produit du comportement même d'Israël. Je terminerai simplement en disant que, je crois, les Israéliens s'imaginent que le monde les déteste pour ce qu'ils sont. Ils sont juifs. Donc, tout reposerait sur la haine des Juifs, c'est-à-dire l'antisémitisme. Mais ce n'est pas du tout le cas. Aux États-Unis, qui ont été la cible du lobbying sioniste et qui se retournent contre Israël,

#Glenn

La communauté religieuse la plus respectée, ce sont les Juifs. Tous les sondages le montrent.

#Chas Freeman

Il peut donc y avoir des actes d'antisémitisme. Il y en a probablement toujours, tout comme il existe en Israël des comportements antichrétiens et antimusulmans. Mais Israël a fait son propre malheur. Il a adopté des politiques génocidaires. Il a engendré des responsables politiques qui se vantent de leur sadisme. Il a créé une armée qui n'est pas la plus noble ni la plus morale du monde, mais la plus ignoble et la plus sadique de la planète. Israël a ruiné sa propre réputation. Et le sentiment de culpabilité européen lié à la Shoah trouve désormais une réponse dans une Shoah israélienne contre les Palestiniens, ce qui pose la question suivante : que voulaient dire les Israéliens lorsqu'ils disaient : « Plus jamais ça » ? Et je pense qu'ils voulaient dire : plus jamais ça aux Juifs, pas plus jamais ça pour le reste d'entre nous. Et je ne pense pas que ce soit une position morale tenable dans un monde de réseaux multinodaux.

#Glenn

Oui, je sais que certains débats en Allemagne portent sur la question de savoir pourquoi les Palestiniens doivent, au bout du compte, payer pour les crimes commis par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale.

#Chas Freeman

Oui, j'aurais largement préféré qu'on donne la Bavière aux victimes de l'Holocauste. Mais, bien sûr, le programme caché des Européens à l'égard des Juifs n'a pas seulement été de les persécuter, mais de les convaincre de partir. C'est assez comparable à l'approche israélienne envers les Palestiniens, avec le nettoyage ethnique. Vous savez, il n'y a rien de positif à en dire. Les Juifs d'Europe ont parfaitement le droit de se sentir offensés et indignés par la manière dont ils ont été traités.

#Glenn

Eh bien, Monsieur l'Ambassadeur, merci, comme toujours, de nous faire part de vos analyses. Et j'espère que nous pourrions revenir vers vous très bientôt.

#Chas Freeman

Bon, vous savez, ayons une autre conversation sombre. Oui.

#Glenn

La prochaine fois, je m'intéresserai à quelque chose de plus optimiste.

#Chas Freeman

J'espère que votre rencontre à Istanbul se passera bien et qu'elle permettra de tracer les grandes lignes d'une paix pour l'Europe et l'Asie occidentale. Et j'ai cru comprendre que vous allez ensuite à Moscou, c'est bien cela ? — Oui. J'espère que vous y aurez des discussions fructueuses. Il faut bien que quelqu'un parle aux Russes. Mais surtout, il faut que quelqu'un les écoute.

#Glenn

Oui.

#Glenn

Oui. Oui, eh bien, de nos jours, en Europe, c'est un acte de rébellion que de parler à l'autre camp.

#Chas Freeman

Oui, je sais. Et sans doute que certains y voient une sorte d'apostasie morale. Pourtant, c'est nécessaire.

#Glenn

Alors, allez-y.